

Forum sur les politiques régionales

30 mars 2009

Conclusions des débats par M. Mark Drabenstott

Président du Comité des politiques de développement territorial

Bonsoir à tous. Quatre cents personnes se sont inscrites pour participer à cette réunion – ce qui atteste incontestablement de l'importance grandissante de la politique régionale dans notre monde. Nous sommes quelques uns ici à nous rappeler une époque où la politique régionale n'était un volet très périphérique de l'action publique. La journée d'aujourd'hui nous rappelle à quel point les choses ont évolué à cet égard.

Le contexte

La crise financière mondiale était, à n'en pas douter, ce qui devait marquer le plus fortement le contexte de ce Forum. Le ton des débats est pourtant resté très calme et confiant. Il a d'ailleurs été davantage question des opportunités offertes par la crise pour le long terme que de ses conséquences à court terme. Deux axes ont dominé les débats d'aujourd'hui : il faut « penser régional » face aux problèmes mondiaux, et « la pire chose à faire en cas de crise, c'est de ne pas en tirer parti ». L'injonction à « penser régional » est une valeur fondamentale à laquelle les différents pays, et à travers eux les différents intervenants, se montrent très attachés. Ainsi, la question qui se pose à nous collectivement est la suivante : Comment allons-nous profiter de cette crise pour changer la manière dont nous répondons aux défis à long terme ?

L'action régionale

Quelle sera notre réponse face à cette crise ? Un net consensus s'est dégagé en faveur d'une approche partant de la base. En d'autres termes, les participants croient fermement que le cadre régional est le plus approprié pour faire face aux enjeux de l'environnement, de l'économie, du développement durable et de l'innovation. D'une certaine manière, il s'agit là d'une rupture dans la manière dont nous élaborons les politiques publiques.

Cela me paraît, certes, un cadre solide pour l'avenir, mais il ne sera pas facile de faire avancer les choses. Existe-t-il au niveau des régions la capacité à réellement mettre en œuvre ce cadre ? Et savons-nous comment équilibrer au mieux les compétences entre autorités centrales, régionales et locales ? Autre difficulté, surtout dans le contexte de la crise financière, comment hiérarchiser les investissements qui sont les plus susceptibles de révéler le potentiel économique de chaque région ?

Aujourd'hui, les intervenants ont beaucoup évoqué l'innovation, mais il a été assez peu question des systèmes régionaux d'innovation. Comment pouvons-nous favoriser l'innovation dans des contextes régionaux aussi diversifiés ? Nous avons encore beaucoup à apprendre dans cette matière.

Évoquons également le rôle considérable de la politique régionale dans la réponse budgétaire à la crise que nous connaissons actuellement. A n'en pas douter, cette crise va entraîner un accroissement des dotations publiques aux projets régionaux. Cela signifie-t-il qu'il faille aligner les dépenses publiques sur les investissements privés ?

Et si les participants s'accordent à dire que les politiques régionales et budgétaires vont souvent se rejoindre dans la période à venir, il a très peu été question des répercussions sur les régions de la réforme de l'architecture de régulation des marchés financiers mondiaux. A terme, cette réforme est inévitable, et ses conséquences sur les économies régionales pourraient être tout à fait considérables.

L'avenir

Depuis maintenant dix ans, le TDPC travaille à la constitution d'une boîte-à-outils pour aider les régions à élaborer de meilleures stratégies pour leur avenir économique. Si j'en crois ce qui s'est dit aujourd'hui, cette boîte-à-outils est plus que jamais nécessaire. Mais pour avoir tout l'impact possible, elle devra être distribuée beaucoup plus largement.

Si nous croyons véritablement à cette approche partant de la base, si abondamment évoquée aujourd'hui à Paris, il reste beaucoup à faire car il faut ni plus ni moins que négocier un nouveau pacte politique. Il s'agit bien à mon avis d'un tournant majeur dans la manière dont nous envisageons la politique régionale. Les modes anciens de gestion de notre économie ont prouvé leur inadaptation – du point de vue financier, du point de vue environnemental comme du point de vue institutionnel. Dès lors, la question peut être posée comme suit : comment parvenir à un nouvel équilibre entre la politique macroéconomique (qui a actuellement la haute main dans cette crise) et la politique régionale (qui, nous le croyons tous, apparaît aujourd'hui comme la meilleure réponse à tous les problèmes actuels).

Plus que jamais, la politique régionale se trouve en position de répondre aux grands défis économiques et sociaux de notre époque. Mais avant que cette opportunité puisse être saisie, trois grands problèmes doivent être résolus :

1. Gouvernance régionale : les régions doivent se doter de davantage de moyens pour mettre sur pied des partenariats public-privé stables et durables, partenariats appelés à prendre le contrôle et à donner l'impulsion aux stratégies régionales.
2. Les stratégies de compétitivité saines. Les régions doivent avoir davantage de moyens pour élaborer des stratégies saines de développement régional en s'appuyant sur les avantages concurrentiels de chaque région (cela reste un thème crucial des travaux du TDPC).
3. Des investissements publics hiérarchisés. Une fois qu'elles ont défini leurs stratégies, les régions doivent alors orienter les investissements vers les projets de nature à tirer parti des atouts propres qui sont les leurs. C'est un effort qui peut s'avérer extrêmement payant, en particulier dans le contexte de la crise financière que nous traversons actuellement, mais beaucoup reste à faire pour doter les régions des outils pour le faire, et pour le faire bien.

Par-dessus tout, l'exécution efficace des politiques régionales nécessitera une volonté et une capacité politiques fortes au niveau régional. La tentation est souvent trop forte de réfléchir aux politiques régionales depuis les capitales nationales. Pour être à la hauteur des hautes ambitions qui sont les nôtres, il faut de fortes capacités au niveau régional. Dans de trop nombreux cas, cette capacité est tout simplement inexistante. Comment investir dans ces capacités humaines ? Comment mettre en place les incitations à la collaboration ? Autant de points qu'il sera crucial de résoudre pour avancer.

Malgré toutes ces difficultés, la politique régionale a un rôle considérable à jouer face à la crise qui se déroule sous nos yeux. Elle permet d'orienter les investissements publics vers les besoins et les opportunités décelés au niveau régional. Elle peut donc constituer un outil d'une puissance inégalée pour aider les autorités centrales à être plus efficaces et plus efficaces à obtenir les résultats que nous recherchons, au service du bien-être économique et social.

Il faudra un certain temps pour nous sortir de la crise actuelle. Il faudra aussi beaucoup de courage aux responsables régionaux pour engager des ressources sur des projets à long terme dans ce climat

financier. Je crois fermement que les acteurs, aux niveaux régional et local, sont désireux de prendre ce risque, mais ils ne veulent pas agir seuls. Ils veulent avoir des partenaires au sein des autorités centrales.

Les échanges qui se sont tenus aujourd'hui confirment une espérance : celle que cette crise débouchera sur des économies plus fortes, plus résilientes et mieux préparées pour faire face à l'avenir. Aujourd'hui plus que jamais, la politique régionale a les cartes en main pour agir véritablement.